

TENDANCES RÉGIONALES

FÉVRIER 2025

Période de collecte :

du mercredi 26 février 2025 au mercredi 05 mars 2025

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements de la région Grand Est qui participent à cette enquête mensuelle sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

CONTEXTE NATIONAL	2
SITUATION RÉGIONALE	3
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National

Selon les chefs d'entreprise qui participent à notre enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements interrogés entre le 26 février et le 5 mars), l'activité a progressé en février dans l'industrie et a peu évolué dans les services marchands et le bâtiment. En mars, d'après les anticipations des entreprises, l'activité serait stable dans l'industrie et le bâtiment, et progresserait légèrement dans les services marchands. Les carnets de commandes restent jugés dégarnis dans l'industrie hors aéronautique. Le jugement sur la situation de trésorerie a cessé de se dégrader dans l'industrie comme dans les services marchands.

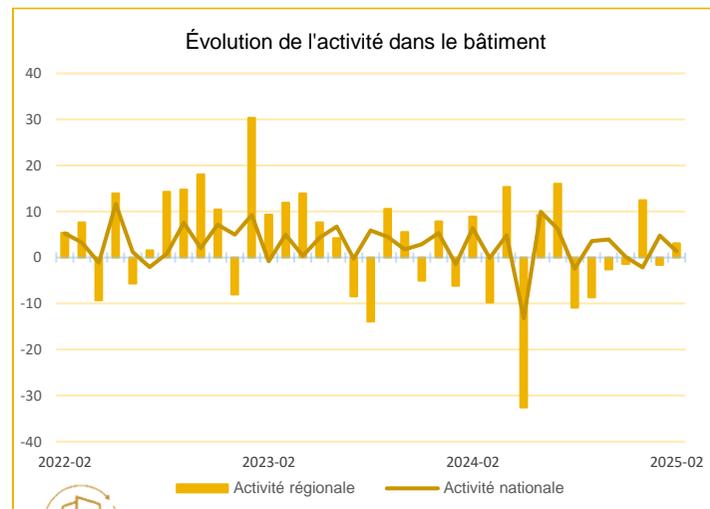
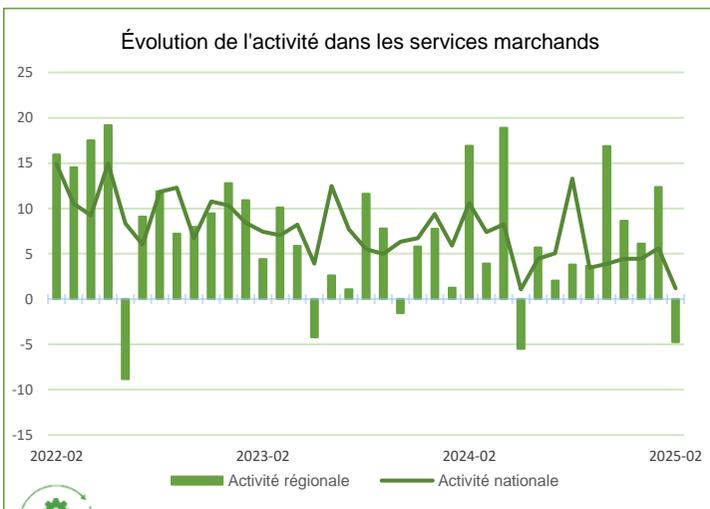
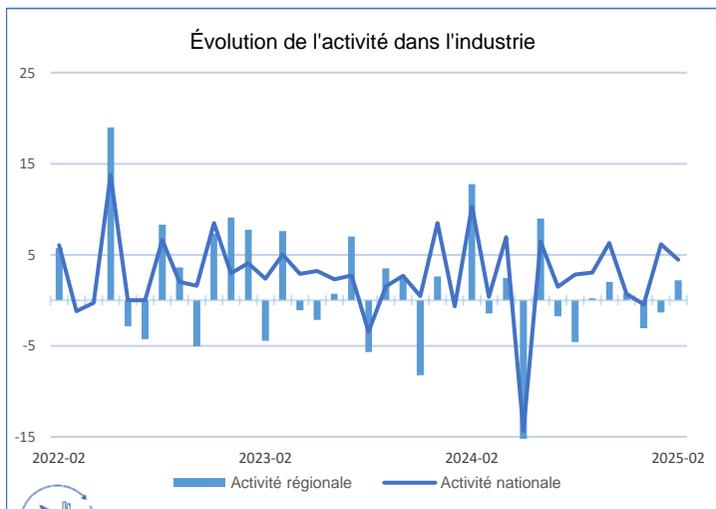
Notre indicateur d'incertitude fondé sur les commentaires des entreprises se détend quelque peu dans les services marchands et surtout dans le bâtiment, consécutivement à l'adoption de la loi de finances.

Les industriels mettent désormais principalement en avant les effets possibles des hausses de tarifs douaniers annoncés par les États-Unis.

L'évolution des prix, tant pour les matières premières que pour les prix de vente, reste jugée modérée dans l'industrie. Les devis du bâtiment affichent des prix en légère baisse. La normalisation se poursuit pour les prix des services. Les difficultés de recrutement poursuivent leur baisse graduelle.

Sur la base des résultats de l'enquête, complétés par d'autres indicateurs, nous conservons notre estimation d'une légère hausse du PIB au premier trimestre comprise entre + 0,1 % à + 0,2 %.

Situation régionale



En évolution, un solde d'opinion positif correspond à une hausse et inversement. Les soldes d'opinion agrégés se situent entre les deux bornes -200 et +200.
Source Banque de France

Points Clefs

La production nationale progresse, et celle de la région Grand Est également, mais de façon très modérée. Seule la branche des autres produits industriels (notamment le travail du bois-papier-imprimerie et la métallurgie), enregistre un recul. Les carnets de commandes demeurent préoccupants et peinent à se reconstituer, tandis que la situation de l'emploi se dégrade. Les dirigeants signalent des insuffisances de liquidités et anticipent, au mieux, une stagnation des volumes actuels, accompagnée d'une réduction des effectifs.

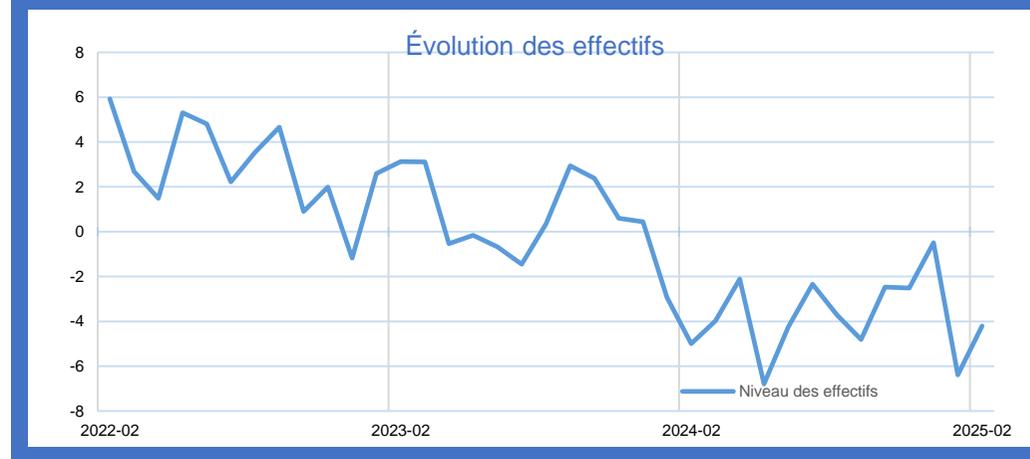
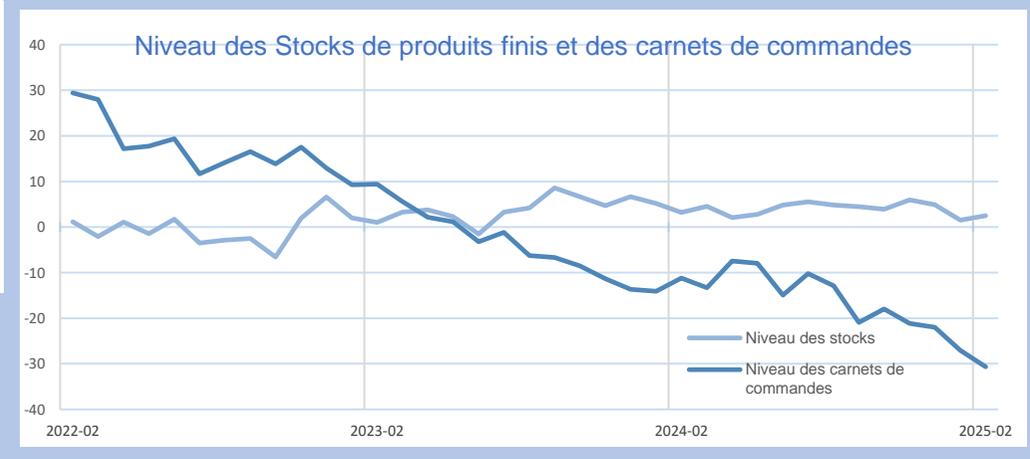
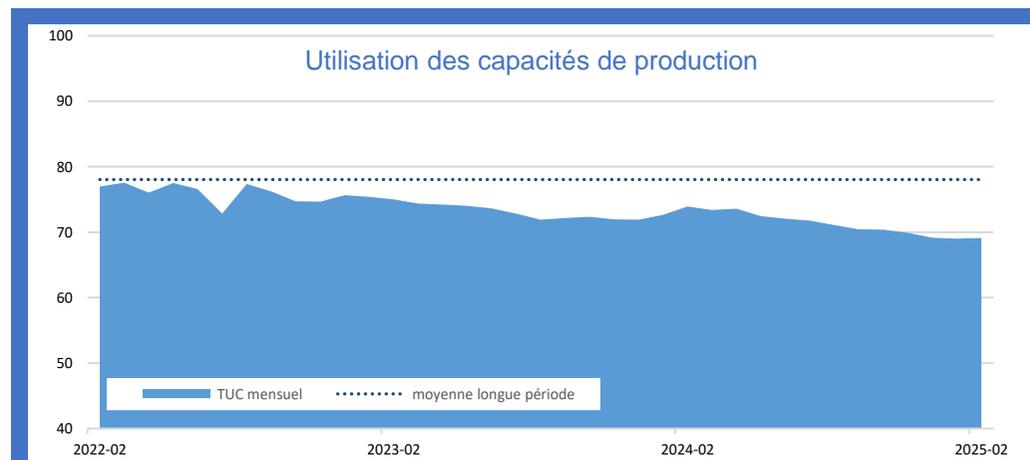
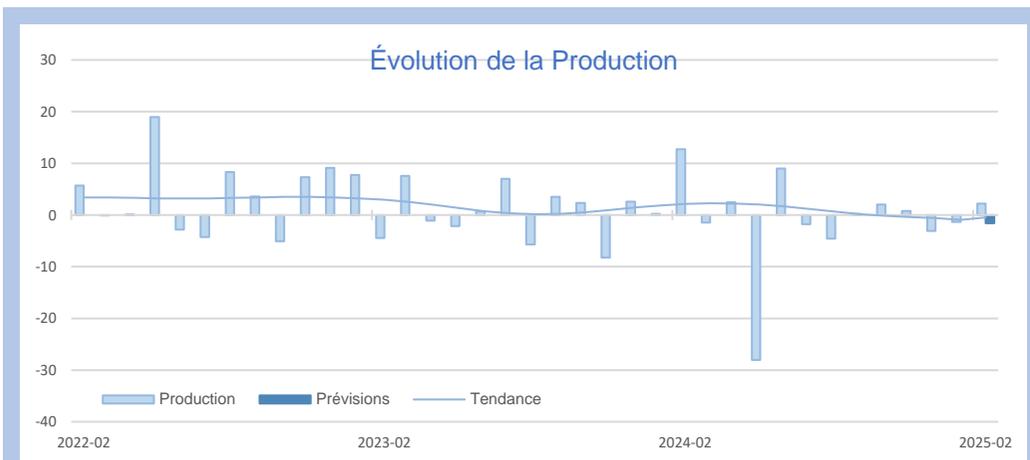
Dans le secteur des services marchands, la dynamique positive observée ces huit derniers mois marque un coup d'arrêt. Le courant d'affaires enregistre une diminution, particulièrement marquée dans les secteurs de l'hébergement-restauration et du transport-entreposage. Les ressources humaines sont légèrement ajustées à la baisse. Les trésoreries restent globalement équilibrées, soutenues par des hausses tarifaires sur les prix de vente. Un rebond de l'activité est envisagé dès le mois de mars, avec des perspectives de recrutement.

Le nombre de mises en chantier progresse modérément dans le bâtiment, principalement soutenu par l'activité dans le second œuvre. Toutefois, le niveau global demeure nettement inférieur à celui enregistré à la même période l'an dernier. Les carnets de commandes continuent de susciter des inquiétudes, en particulier pour les acteurs du gros œuvre. Les prix des devis restent globalement stables, bien que les tarifs du gros œuvre soient orientés à la baisse sous l'effet d'une concurrence renforcée. Les embauches dans le second œuvre permettent un renforcement des effectifs. Cette dynamique devrait se poursuivre dans les semaines à venir, dans un contexte d'activité légèrement haussière.



Synthèse de l'Industrie

L'activité industrielle s'améliore faiblement en février, avec des volumes en hausse dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'automobile et de la fabrication d'équipements électriques. Ce dynamisme est contrebalancé par un net recul des cadences de production dans la principale branche régionale : les autres produits industriels. Globalement, les carnets de commandes manquent de consistance, et l'érosion des effectifs se poursuit, particulièrement dans l'automobile. Les trésoreries se révèlent inférieures aux attentes, tandis qu'un allongement des délais de paiement est de plus en plus fréquemment évoqué. Les perspectives demeurent peu encourageantes, anticipant un maintien du courant d'affaires actuel et une poursuite de la réduction des effectifs.



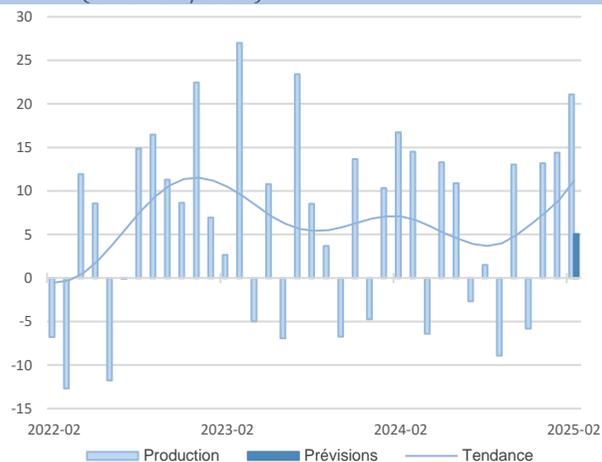
INDUSTRIE

INDUSTRIE

Source Banque de France – INDUSTRIE

12,2%

Part des effectifs dans ceux de l'industrie (ACOSS 12/2023)



AGROALIMENTAIRE

La croissance de l'activité dans l'industrie agroalimentaire se poursuit, portée par une dynamique des entrées d'ordres, en particulier en provenance de la grande distribution. Toutefois, les carnets de commandes restent fragiles et nécessitent d'être renforcés. Dans ce contexte, les entrepreneurs font preuve de prudence dans la gestion des ressources humaines, avec un maintien des effectifs en février et des prévisions à la baisse pour les prochaines semaines. Bien que les prix de vente enregistrent une hausse, les tensions sur les trésoreries demeurent. Une nouvelle accélération des cadences de production est attendue pour le mois de mars.

**Quantités produites en augmentation.
Carnets de commandes insuffisants.**

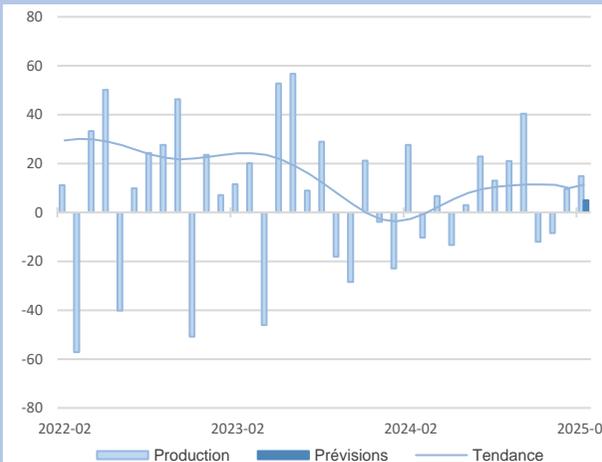
dont transformation de la viande

Les entrées d'ordres s'intensifient en février, entraînant une nouvelle augmentation des volumes produits. Les carnets de commandes restent bien orientés. Afin de préserver leurs marges, les entreprises revalorisent leurs tarifs de vente, tandis que les cours des matières premières enregistrent un repli. Les liquidités demeurent satisfaisantes, et les niveaux de stocks apparaissent légèrement inférieurs aux standards passés. Pour les prochaines semaines, les industriels anticipent une poursuite de la croissance de l'activité, accompagnée d'un renforcement de leurs équipes.

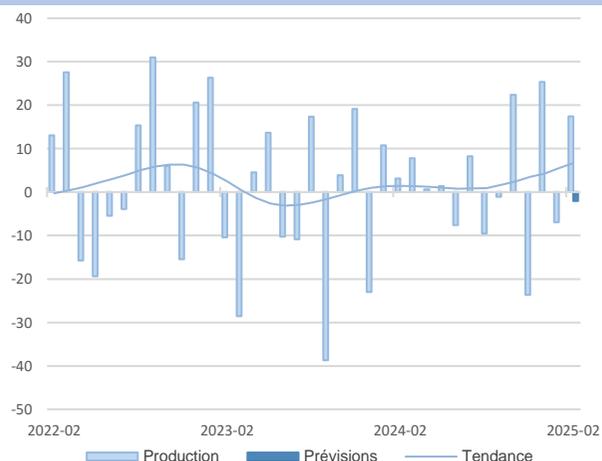
**Demande dynamique.
Trésoreries excédentaires.
Prévisions favorables.**

14,8%

Part des effectifs dans ceux de l'agroalimentaire (ACOSS 12/2023)



DENRÉES ALIMENTAIRES



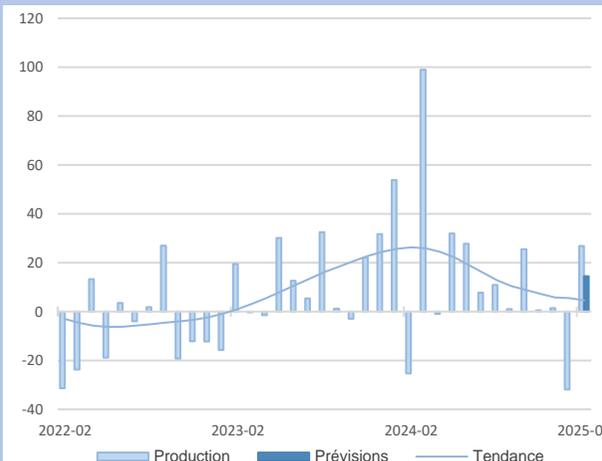
**Rebond de la production.
Carnets insatisfaisants.
Réduction de l'emploi.**

Après un mois de janvier morose, les volumes repartent à la hausse, portés notamment par la demande étrangère. Toutefois, les carnets de commandes restent insuffisants et l'incertitude persiste sur le marché global, en particulier à l'international (taxes douanières aux États-Unis, blocage des négociations sur le Champagne). Les discussions avec la grande distribution demeurent tendues, bien que les prix de vente enregistrent une légère progression. Parallèlement, les effectifs sont réduits, une tendance qui devrait se poursuivre dans un contexte de ralentissement modéré de l'activité en mars. Les tensions sur les trésoreries se font également ressentir.

ET BOISSONS

**Augmentation des cadences.
Carnets de commandes à renforcer.
Tensions sur les trésoreries.**

Les quantités produites sont en progression. La demande de la grande distribution reste soutenue, mais les carnets de commandes peinent encore à se consolider. Les liquidités demeurent insatisfaisantes dans un contexte où les prix de vente peinent à croître. Les recrutements, initiés fin 2024, s'intensifient, mais aucune nouvelle embauche n'est prévue malgré les perspectives de croissance de l'activité.



12,3%

Part des effectifs dans ceux de l'agroalimentaire (ACOSS 12/2023)

dont fabrication de boissons

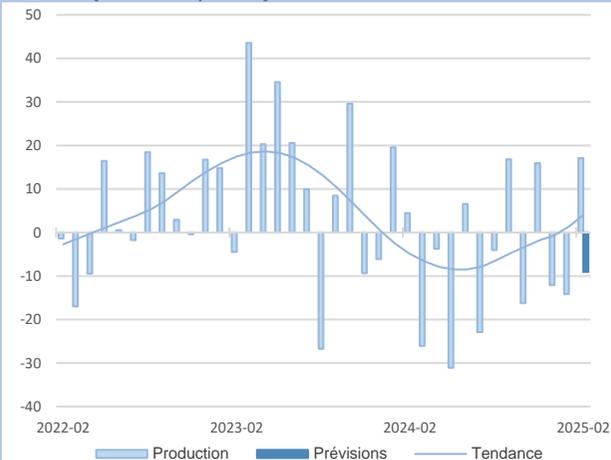
dont produits laitiers

12,7%

Part des effectifs dans ceux de l'agroalimentaire (ACOSS 12/2023)

10,7%
Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2023)

MATÉRIELS DE TRANSPORT



Le secteur enregistre un sursaut du courant d'affaires. Toutefois, cette tendance semble ponctuelle, les commandes, tant françaises qu'étrangères, poursuivant leur lente diminution, impactant fortement les carnets. Les coûts des intrants connaissent une légère revalorisation, tandis que les prix des produits finis restent globalement stables. Les trésoreries demeurent sous tension. Le nombre de salarié baisse notamment via la réduction des effectifs intérimaires, et cette tendance devrait se poursuivre dans les semaines à venir, en cohérence avec les prévisions d'activité défavorables.

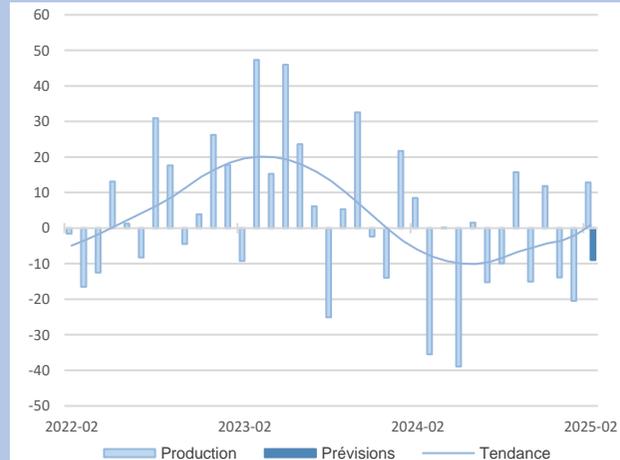
**Érosion des effectifs.
Carnets faibles.**

dont automobile

88,3%
Part des effectifs dans ceux du matériel de transport (ACOSS 12/2023)

En février, les cadences de production enregistrent un rebond et les effectifs continuent de se contracter, les intérimaires étant les premiers impactés en raison des changements de rythmes de production. La priorité reste l'écoulement des stocks de produits finis, en particulier dans la gamme des utilitaires. Les prix des matières premières, notamment l'aluminium et les aciers, poursuivent une progression modérée. Par ailleurs, les difficultés financières rencontrées par certains fournisseurs étrangers nécessitent un soutien via des ajustements tarifaires. Les carnets de commandes demeurent préoccupants et jugés très insuffisants depuis maintenant un an. À court terme, une nouvelle contraction de la production et des moyens humains est anticipée.

**Carnets en souffrance.
Manque de liquidités.**

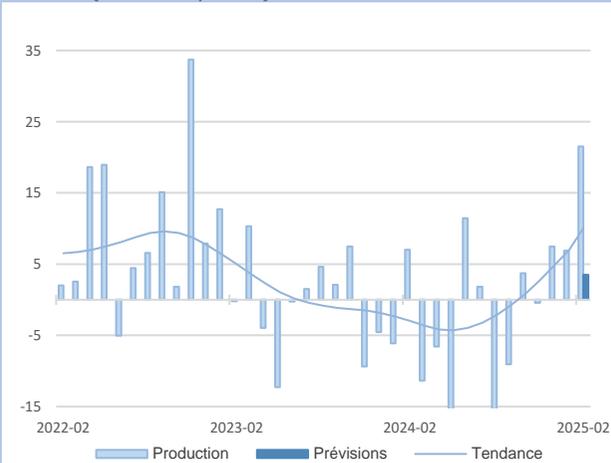


MATÉRIELS DE TRANSPORT



19%
Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2023)

ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ÉLECTRONIQUES MACHINES

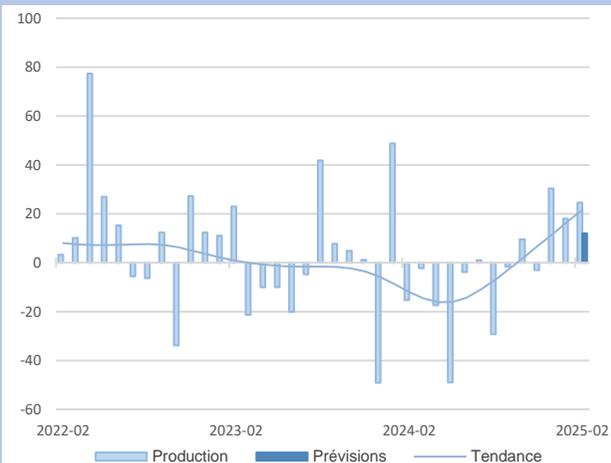


La branche enregistre une nouvelle hausse des volumes de production. Cependant, les prises de commandes ralentissent, et les carnets demeurent insuffisamment garnis, notamment dans le secteur de la fabrication de machines et équipements. Si le coût des approvisionnements fléchit, les prix de vente connaissent une légère hausse. Le niveau de trésorerie s'aligne globalement avec les attentes. À court terme, les chefs d'entreprise anticipent une progression modérée des volumes et des effectifs.

**Hausse de la production.
Faiblesse de la demande.
Légère augmentation des embauches.**



ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

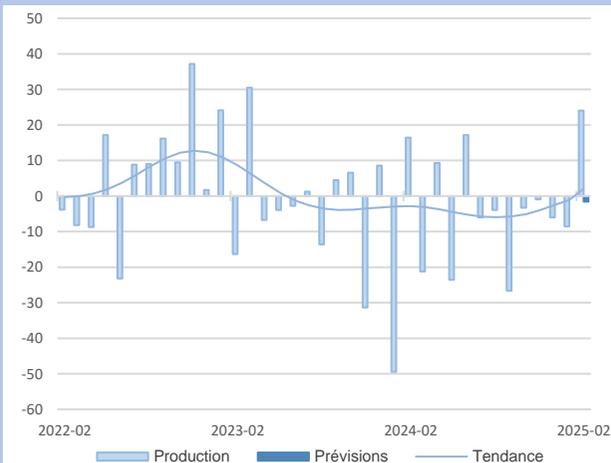


**Augmentation des cadences, de la demande et des effectifs.
Perspectives favorables.**

La production enregistre une progression significative, portée par un rebond marqué de la demande, principalement à l'export. Les carnets de commandes sont jugés satisfaisants et les moyens humains sont renforcés. Le coût des intrants connaît une légère baisse, tandis que les prix de vente affichent une hausse modérée. Les niveaux de trésorerie sont conformes aux attentes. À court terme, les prévisions anticipent une augmentation de l'activité ainsi qu'une poursuite des recrutements.

**Rebond de la production.
Carnets nettement insuffisants et recul de l'emploi. Prévisions stables.**

Les volumes de production sont en hausse, parfois de manière mécanique, afin de rattraper les retards de fabrication. Cependant, la demande poursuit son repli, tant sur le marché français qu'à l'export, entraînant une dégradation des plans de charge. Les effectifs diminuent pour le septième mois consécutif, certains chefs d'entreprise ayant recours à la modulation du temps de travail ou à l'activité partielle. Le cours des matières premières enregistre un léger recul, tandis que les prix de vente sont maintenus. Le niveau actuel de trésorerie est jugé correct par les industriels. Pour les prochaines semaines, ils anticipent une stabilisation des volumes de production et de l'emploi.



30,8%
Part des effectifs dans produits electri,
électro, optiques (ACOSS 12/2023)

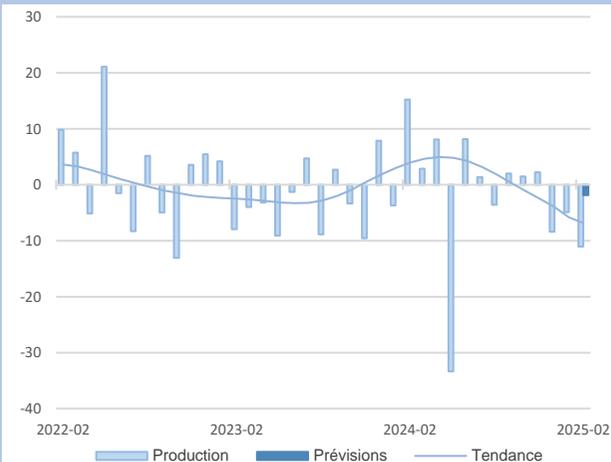
dont équipements électriques

dont machines et équipements

54,8%
Part des effectifs dans produits electri,
électro, optiques (ACOSS 12/2023)

58,1%
Part des effectifs dans ceux de l'industrie
(ACOSS 12/2023)

AUTRES PRODUITS INDUSTRIELS



Le secteur des autres produits industriels enregistre une érosion de la production et des commandes, à l'exception de l'industrie chimique où ces indicateurs stagnent. Les carnets s'avèrent globalement médiocres. Les prix, tant à la vente qu'à l'achat, évoluent peu. Les liquidités manquent dans chacun des segments. L'emploi se dégrade, à l'exception du travail du bois, papier, imprimerie où il se maintient. Un faible effritement de l'activité est attendu, qui s'accompagnerait également d'un tassement des embauches.

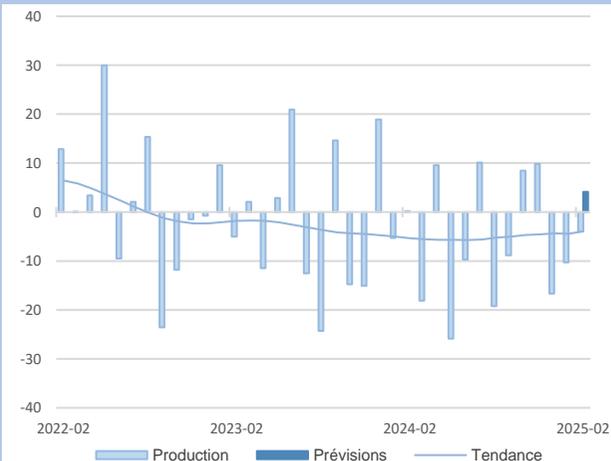
**Régression de l'ensemble du secteur.
Prévisions maussades.**



AUTRES PRODUITS



INDUSTRIELS

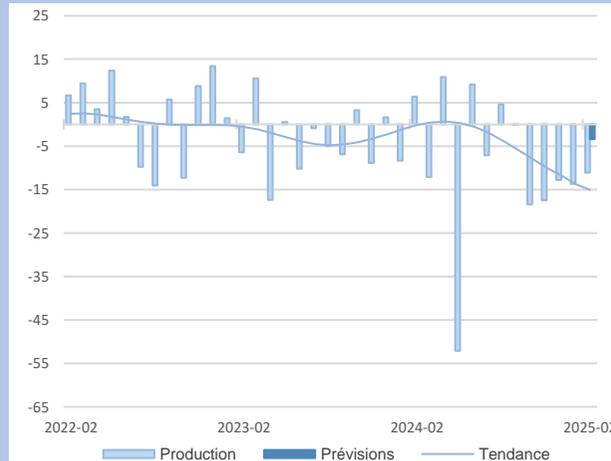


**Carnets de commandes très dégradés.
Nouveau ralentissement de l'activité.**

Le courant d'affaires se détériore en février, tiré par une demande en berne. Les carnets, médiocres, traduisent une conjoncture difficile dans le secteur. Après cinq mois consécutifs de diminution, le personnel stagne. Les coûts des matières sont rehaussés, alors que les tarifs des produits finis se réduisent faiblement. En conséquence, les trésoreries s'avèrent tendues. Un frémissement de l'activité est anticipé dans les semaines à venir, alors que la main d'oeuvre serait à nouveau revue à la baisse.

**Nouveau repli du courant d'affaires.
Baisse des effectifs.**

L'activité recule pour le cinquième mois consécutif, conséquence de la faiblesse des prises de commandes, notamment en provenance des secteurs de l'automobile et du bâtiment. Les carnets sont ainsi jugés très insuffisants. Les tarifs des matières (ferrailles, fonte) enregistrent une diminution, alors que les prix de vente se stabilisent, mais sans impact pour le moment sur des trésoreries considérées comme déficitaires. Les moyens humains fléchissent et cette tendance devrait se poursuivre à court terme, avec une production en léger déclin.

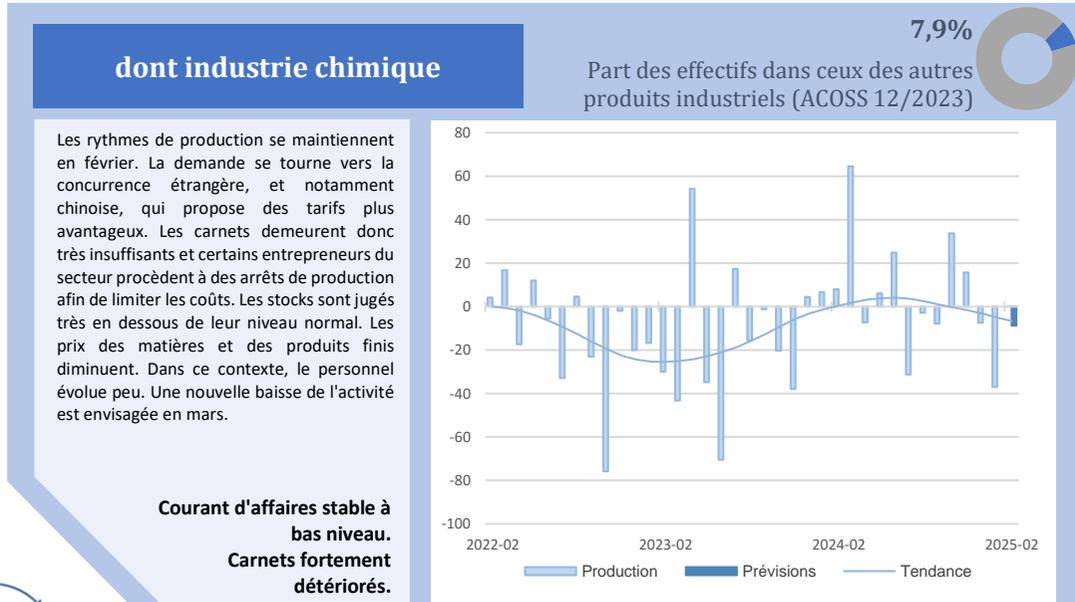
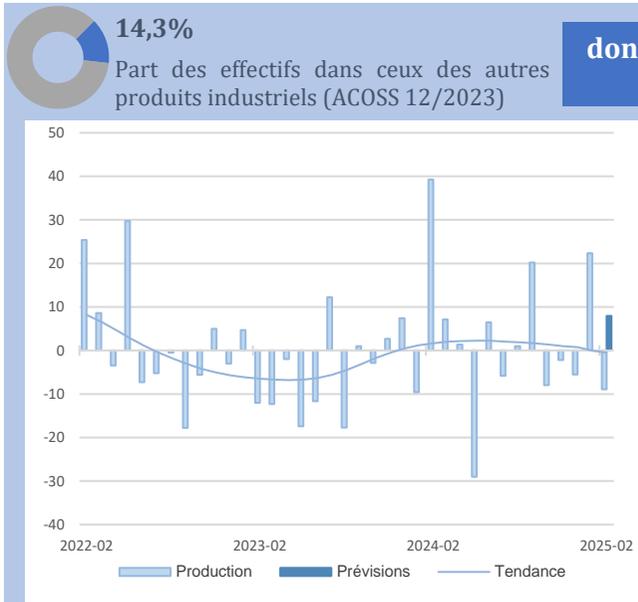


17,6%
Part des effectifs dans ceux des autres produits industriels (ACOSS 12/2023)

dont produits en caoutchouc, plastique et autres

dont métallurgie

10,3%
Part des effectifs dans ceux des autres produits industriels (ACOSS 12/2023)



AUTRES PRODUITS

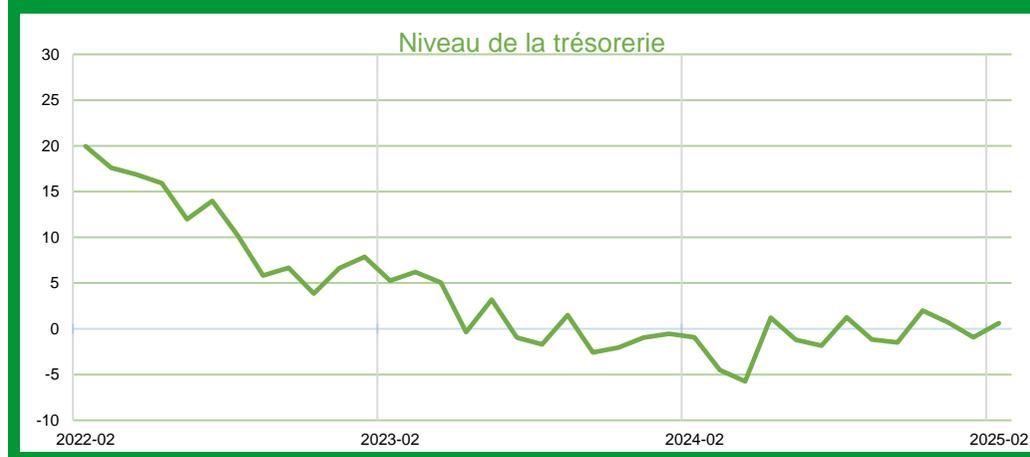
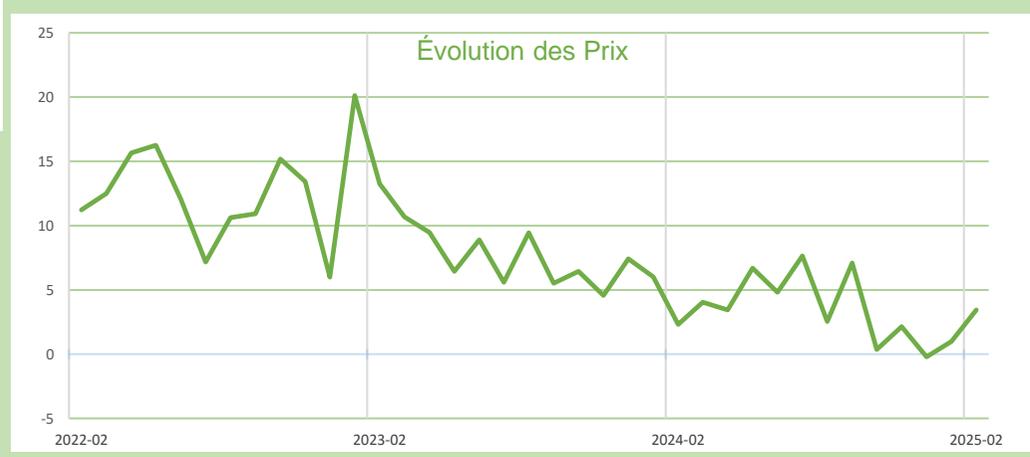
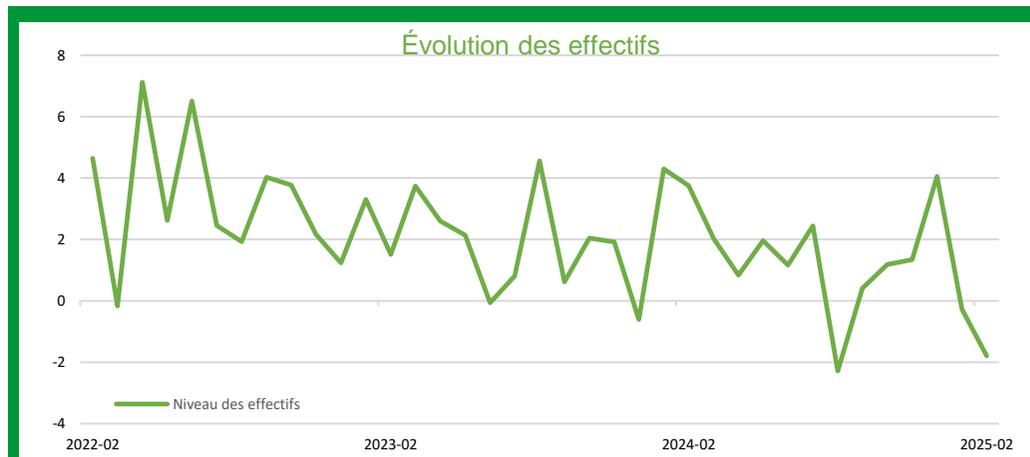
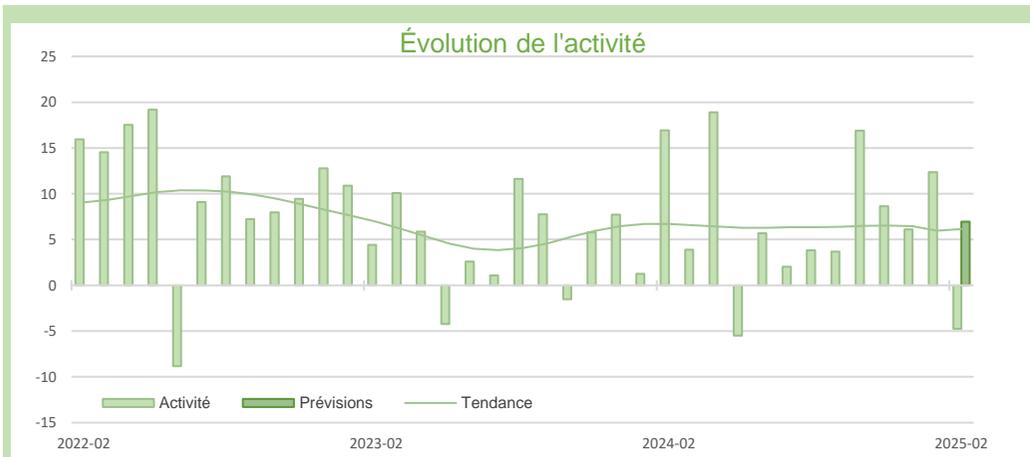


INDUSTRIELS



Synthèse des services marchands

Globalement, le nombre de prestations et la demande enregistrent une baisse, avec des évolutions contrastées selon les branches : le transport-entreposage s'inscrit en net recul, tandis que l'ingénierie technique progresse. Le recours à l'emploi diminue, freiné par les difficultés à trouver des profils adéquats. Les prix sont révisés à la hausse, une tendance qui devrait se poursuivre en mars. Les trésoreries restent conformes aux attentes, bien que les délais de paiement s'allongent. Les prévisions tablent sur une augmentation de l'activité accompagnée d'un renforcement modéré des équipes.



SERVICES MARCHANDS

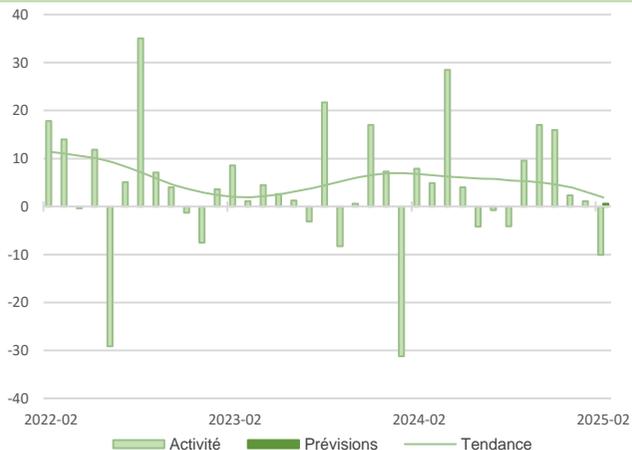
SERVICES MARCHANDS

Source Banque de France – SERVICES

23,7%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2023)

Transports et entreposage



Après cinq mois de hausse, l'activité enregistre un recul, en lien avec une demande manquant de consistance dans l'ensemble des secteurs. Cette conjoncture impacte défavorablement les effectifs, avec des difficultés notables pour le recrutement de chauffeurs. Les tarifs connaissent une légère hausse, obtenue non sans difficulté face à une concurrence intense. Les trésoreries sont néanmoins jugées saines. Dans les semaines à venir, une progression du volume d'affaires et des embauches est anticipée, tandis que les tarifs des prestations devraient poursuivre leur progression.

Courant d'affaires en retrait. Perspectives favorables.

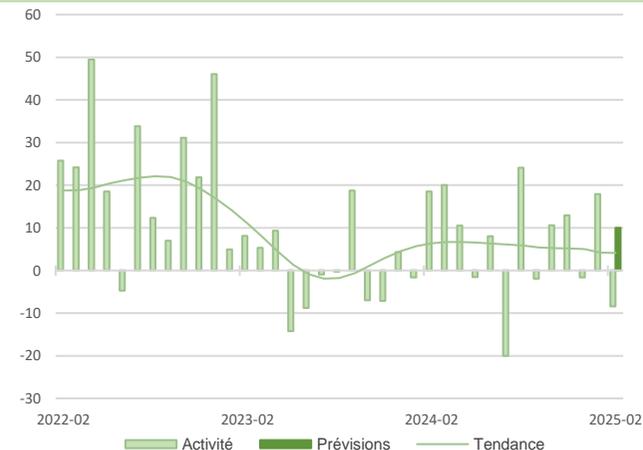
Hébergement et restauration

27,1%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2023)

En février, la fréquentation des établissements a diminué, en raison de l'absence quasi totale de la clientèle business et des séminaires, impactée par les deux semaines de congés scolaires. Les équipes ont néanmoins été renforcées malgré des difficultés de recrutement. Les prix se maintiennent et les trésoreries sont convenables. À court terme, un regain d'activité est anticipé, accompagné d'embauches, notamment saisonnières.

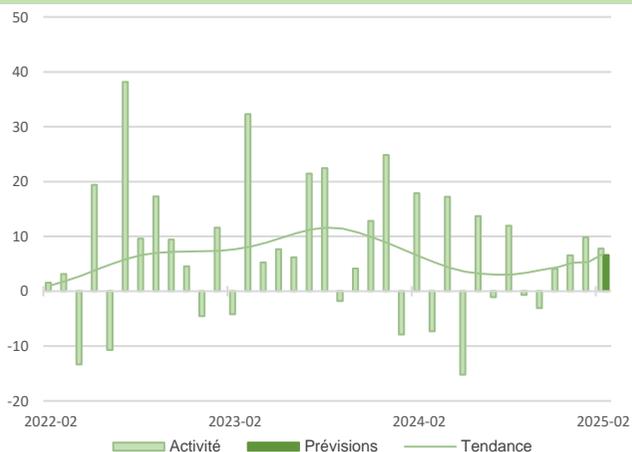
Baisse de l'activité et de la demande. Embellie prévue à court terme.



SERVICES



MARCHANDS



Volumes d'affaires et demande en hausse. Prévisions d'activité favorables.

Le volume des prestations progresse, ainsi que la demande. En matière d'emploi, les chefs d'entreprise font preuve de prudence, reportant les embauches. Les prix sont orientés à la hausse et les trésoreries demeurent solides. Les prévisions tablent sur une nouvelle croissance du courant d'affaires, propice à de futurs recrutements. Toutefois, les profils spécifiques recherchés restent difficiles à trouver.

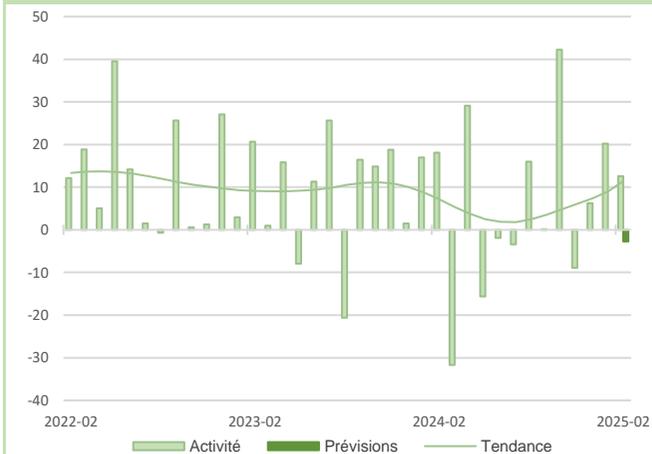
6,8%

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2023)

Information et communication



5%
Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2023)



Ingénierie technique

L'activité poursuit sa progression, bien que freinée par l'attente des clients et les budgets stagnants des collectivités. Les équipes sont renforcées et les embauches devraient se poursuivre en mars. Les tarifs sont revus à la hausse, mais les trésoreries restent tendues en raison des délais de paiement prolongés. À court terme, les professionnels anticipent un ralentissement modéré des cadences, accompagné d'une baisse des prix des prestations.

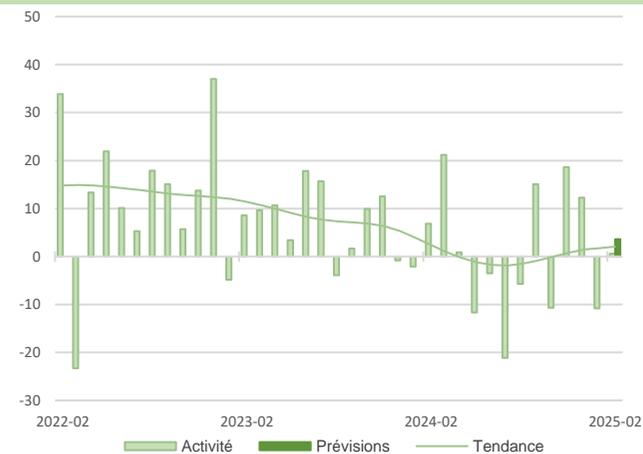
Activité croissante.
Main d'œuvre en augmentation.
Trésoreries insatisfaisantes.

Activités liées à l'emploi

En février, le nombre de prestations se maintient, dans un contexte de demande morose. Le secteur industriel fonctionne majoritairement avec ses propres équipes, et les entreprises peinent à recruter des profils qualifiés spécifiques. Les tarifs des contrats poursuivent leur hausse modérée, tandis que les trésoreries restent excédentaires. Pour mars, les dirigeants anticipent une progression du courant d'affaires sans envisager de nouvelles embauches.

Courant d'affaires peu dynamique.
Tarifs en progression.

1,4%
Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2023)



SERVICES

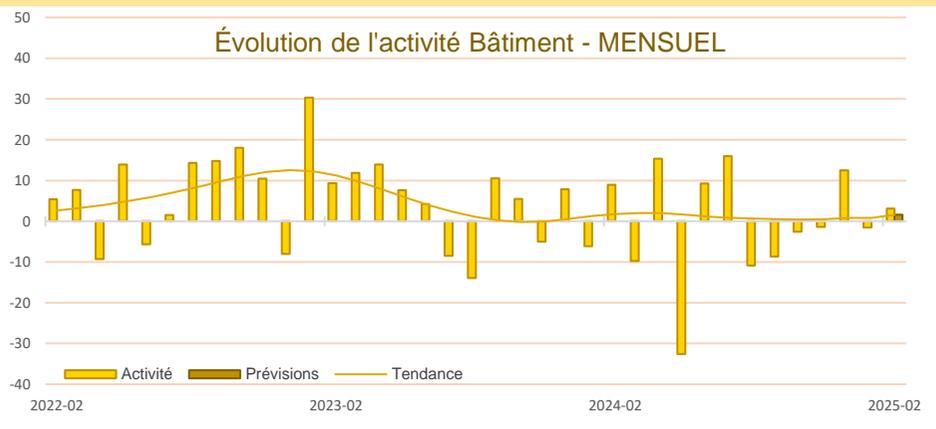


MARCHANDS

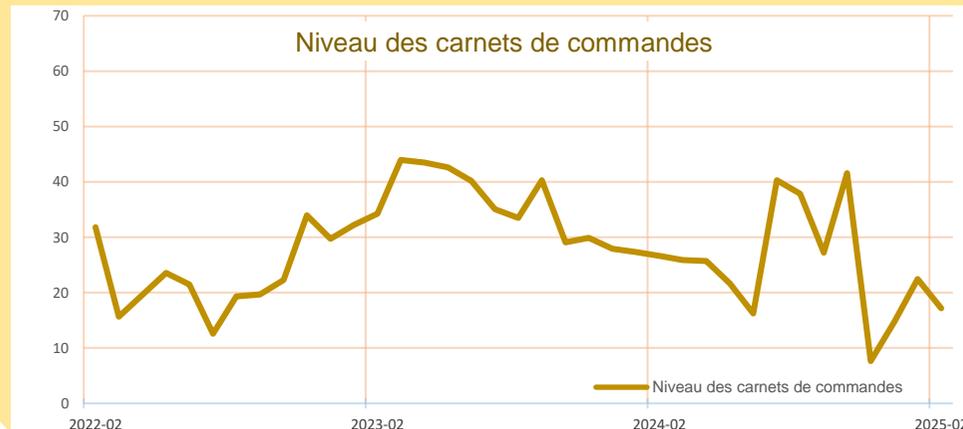
Synthèse du secteur Bâtiment

Le bâtiment semble croître faiblement ce mois-ci, toutefois deux tendances se distinguent. Le gros œuvre enregistre une baisse d'activité, contrairement au second œuvre où celle-ci progresse. Les carnets de commandes et les effectifs suivent cette tendance, avec des carnets dans le gros œuvre aussi dégarnis que sont remplis ceux du second œuvre. Les prix stagnent globalement en raison de la concurrence, du manque de demande, et d'un certain attentisme de la clientèle lié à l'incertitude politique actuelle. Tout comme le cours de certaines matières premières qui s'équilibre. Des embauches sont réalisées même si des difficultés de recrutement persistent, tant par le manque de candidatures que par l'inadéquation avec les compétences. Les prévisions s'inscrivent dans la même continuité.

Évolution de l'activité Bâtiment - MENSUEL



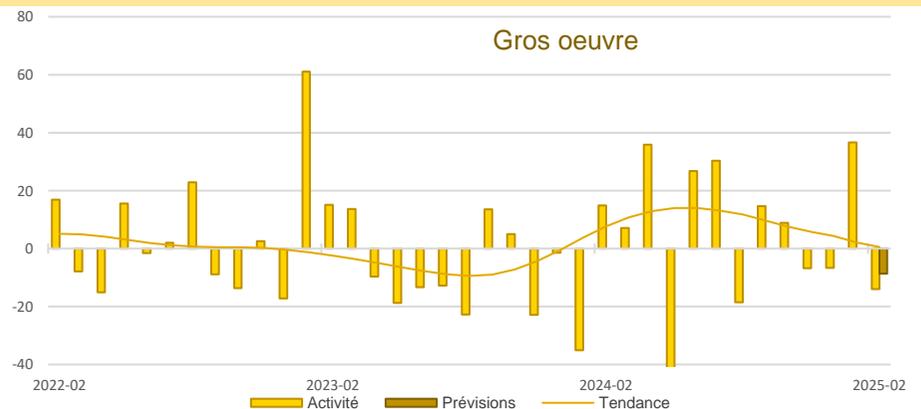
Niveau des carnets de commandes



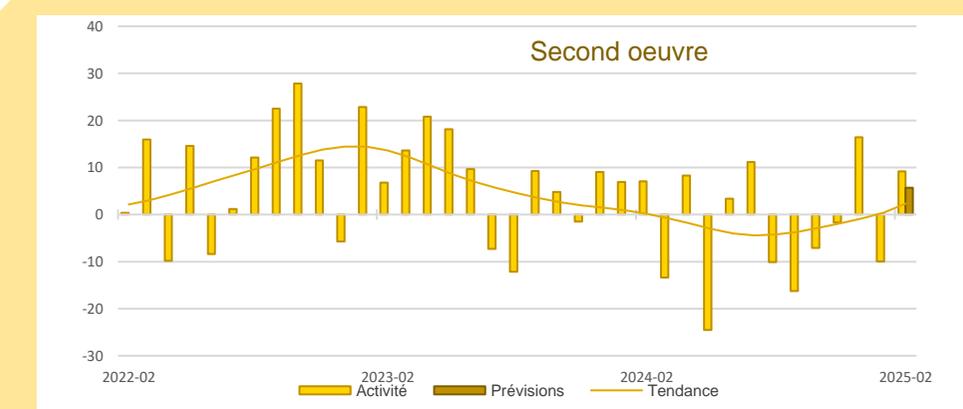
BÂTIMENT



Gros oeuvre



Second oeuvre

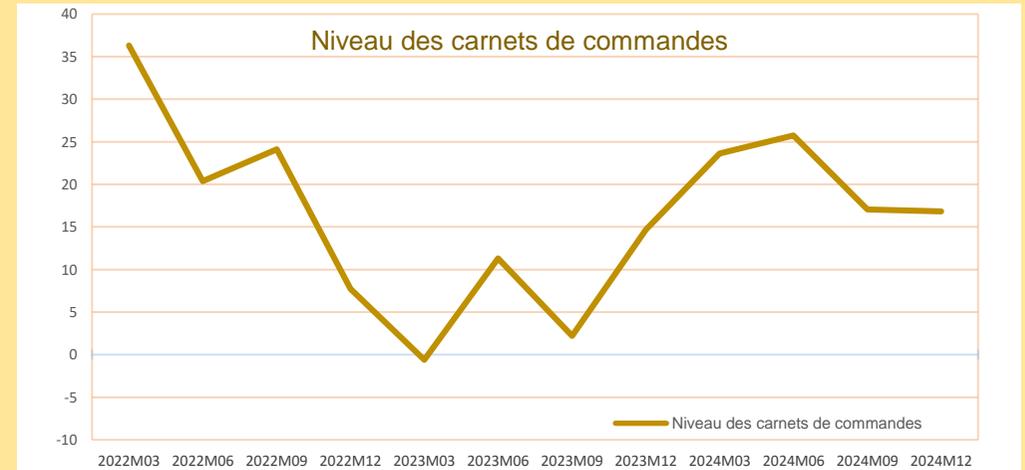
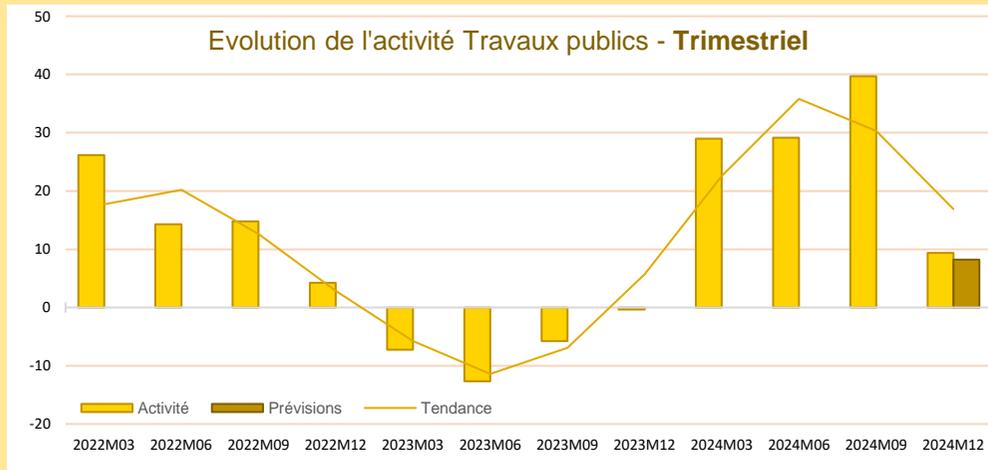




Synthèse trimestrielle du secteur Travaux Publics

Au quatrième trimestre 2024, l'activité dans les travaux publics progresse. Les carnets de commandes affichent un bon niveau, cependant les effectifs enregistrent un léger fléchissement. La difficulté à renforcer les équipes persiste, limitant ainsi le potentiel d'activité. Les prix des prestations diminuent sous l'effet d'une concurrence accrue, mais une hausse est attendue au début de l'année. Pour le premier trimestre 2025, les chefs d'entreprise prévoient une progression de l'activité, tout en restant prudents face aux incertitudes liées aux conditions climatiques susceptibles de perturber les chantiers. Des embauches devraient être réalisés.

TRAVAUX PUBLICS



TRAVAUX PUBLICS

Source Banque de France – CONSTRUCTION



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Financement des entreprises
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Monnaie et concours à l'économie
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Anticipations d'inflation
 Conjoncture	Tendances régionales en Grand Est Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

3 place Broglie CS 20410 - 67002 - STRASBOURG CEDEX

 **03.88.52.28.71**

 **region44.conjoncture@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Alan PIAT, Rédacteur en chef

Directeur de la publication

Laurent SAHUQUET, Directeur de la publication

Méthodologie

Enquête réalisée auprès d'environ 900 entreprises et établissements de la région Grand Est sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

Solde d'opinion :

- *Le solde d'opinion est un agrégat qui mesure la différence entre la proportion d'entreprises estimant qu'il y a eu progression ou amélioration et celles qui pensent qu'il y a eu fléchissement ou détérioration. Les notations chiffrées sont pondérées en fonction des effectifs de chaque entreprise au sein de sa branche, puis par les poids des effectifs respectifs des branches professionnelles.*
- *Il reflète au niveau agrégé les réponses données par les chefs d'entreprise suivant une échelle de notation à sept graduations (trois degrés d'opinion autour de la normale). Sa valeur est comprise entre - 200 et + 200.*

Les séries sont révisées mensuellement et prennent en compte les données brutes corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

*La **tendance** est une moyenne statistique calculée sur plusieurs mois glissants.*

*Les **effectifs ACOSS** sont les effectifs recensés par l'URSSAF et correspondent « au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période » renseigné dans la Déclaration Sociale Nominative (DSN) hormis certains salariés comme les intérimaires, les apprentis, les stagiaires...*